



LES CONFÉRENCES INTERNATIONALES DU SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE 2014 - PARIS

« Comment développer les partenariats agricoles et alimentaires en Méditerranée ? »

compte rendu

des conférence et des ateliers

24 - 25 février 2014



IPEMED

• INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN •

Le Salon International de l'Agriculture (SIA) a lancé pour la première fois à Paris, les 24 et 25 février 2014, un cycle de conférences internationales dont l'objectif était de débattre des enjeux de l'agriculture dans la région euro-méditerranéenne à travers deux conférences plénières et deux ateliers thématiques. Inaugurant ces rencontres, Jean-Luc Poulain, Président du CENECA a indiqué que ce cycle de conférences internationales s'inscrit dans un cadre plus global, celui de l'agriculture en mouvement et de la nécessaire ouverture au monde méditerranéen et à la réflexion pour une meilleure intégration entre les deux rives.

Il a indiqué que le CENECA a confié à IPEMED la mission d'organiser ce cycle de conférences internationales en étroite collaboration avec le Ministère français de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt et le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM).

Des experts, décideurs politiques et dirigeants d'entreprise, ont échangé sur les principaux défis agricoles et alimentaires qui attendent la Méditerranée dans le futur et sur des propositions d'action commune pour y répondre.

Produire ensemble en Méditerranée : co-développement et filières territorialisées

LUNDI 24 FÉVRIER, 9H30-12H30

Autour de :

- Philippe Amé, Directeur du Bureau de Coopération Technique Internationale, Institut de l'Élevage
- Leith Ben Becher, Président du Synagri (Tunisie)
- Guilhem Brouzes, Responsable filière reproducteurs, COOPEX Montbéliarde
- Fabien Champion, Institut de l'Élevage, département Economie - Service Economie des filières
- Karim Daoud, Vice-Président, Syndicat des Agriculteurs de Tunisie, Président du Groupement des Éleveurs de la Race Tarentaise (Tunisie)
- Dominique Langlois, Président INTERBEV (Interprofession bétail et viande)
- Jean-Pierre Langlois-Berthelot, Président de France Export Céréales
- Jean-Louis Rastoin, Professeur émérite Montpellier SupAgro, Directeur Chaire Unesco «Alimentations du monde »
- Abdelkader Taïeb Ezzraïmi, PDG du groupe SIM (Algérie)
- Miguel Moratinos, ancien-ministre des Affaires étrangères et de la Coopération (Espagne)

Animation : Sébastien Abis, Administrateur, CIHEAM

Animée par Sébastien Abis, administrateur au Secrétariat Général du CIHEAM, la conférence inaugurale a été l'occasion de faire le point sur la situation d'insécurité alimentaire que connaissent les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) et de débattre des actions de co-développement à envisager avec les pays européens. Le constat partagé par tous les intervenants est que la dépendance extérieure des PSEM en matière agricole et alimentaire a été renforcée par la crise de 2008. Les filières des céréales et de l'élevage, qui constituent le socle de la sécurité alimentaire en Méditerranée, ont fait l'objet d'une attention toute particulière compte tenu de leurs caractéristiques stratégiques pour la région.

La plupart des pays méditerranéens souffre d'une dépendance structurelle aux importations extérieures. Réduire les risques qui pèsent sur ces pays, tant sur les plans économique, social que politique et géopolitique, exige de placer la sécurité alimentaire comme une priorité et un objectif à moyen terme. Une telle démarche implique de garantir l'accessibilité et la régularité des approvisionnements alimentaires dans les PSEM et ne peut être conçue que dans le cadre d'une approche de co-développement euro-méditerranéen. Il s'agit d'augmenter la production agricole et agroalimentaire tout en développant un partenariat commercial durable et stratégique euro-méditerranéen ; de contribuer au développement des zones rurales en s'appuyant sur le concept de « filières territorialisées » (organisation de filières agroalimentaires structurées dans les territoires avec des co-investissements d'entreprises du Nord et du Sud de la Méditerranée) ; et de diffuser les témoignages de partenariats Nord-Sud réussis et d'exemples de co-production.

Repenser les modèles de développement agricole pour produire plus et mieux en Méditerranée

Le poids de la France dans les exportations de céréales vers l'Afrique du Nord confirme sa disponibilité d'approvisionnement et son potentiel exportateur tourné vers la région méditerranéenne. Toutefois, il ne faut pas se limiter à de simples échanges commerciaux mais s'engager de façon plus ambitieuse dans des partenariats productifs durables qui impliquent la création de synergies entre les opérateurs agricoles du Nord et du Sud. Le rôle des pouvoirs publics dans ce renouvellement attendu des modèles de production agricole est central. Abdelkader Taïeb Ezzraïmi, PDG du groupe SIM, a insisté sur la nécessité de relier les programmes régionaux et les programmes nationaux de développement agricole.

Dans un contexte de raréfaction des ressources naturelles et d'accélération des changements climatiques, l'intégration des critères du développement durable dans le soutien à la structuration et à l'émergence de filières agricoles n'est plus une possibilité mais une nécessité. Leith Ben Becher, Président du syndicat des agriculteurs de Tunisie, a invité les opérateurs agricoles à relever le défi

consistant à concilier la performance écologique et l'efficacité économique en matière de production agricole.

Des filières territorialisées : une réponse au manque de productivité en matière de céréales mais aussi en ce qui concerne la viande et le lait

Rappelant l'évolution inquiétante de la facture des importations céréalières du Maroc, de l'Algérie et de l'Égypte, Jean-Louis Rastoin a expliqué que si la production de céréales a progressé au Maghreb dans les trente dernières années grâce à des investissements conséquents, elle n'est toujours pas en mesure de couvrir les besoins alimentaires des populations. A cela s'ajoute le constat d'une dégradation du modèle de consommation alimentaire méditerranéen (la diète méditerranéenne) et d'une nécessaire prise de conscience pour garantir l'équilibre nutritionnel des populations et conserver ce patrimoine commun au pays de la région.

La filière céréalière représente 50 % des terres arables, mais la forte irrégularité des productions et les progrès limités en termes de productivité impliquent une dépendance extérieure très marquée. Le constat qui fut partagé par les intervenants est celui d'une structuration des filières qui reste insuffisante en raison du manque d'organisation de la profession, d'interprofessions fragiles et peu opérationnelles, de plusieurs maillons faibles (agrofourmiture et logistique, entre autres) et d'une absence d'outils transparents de connaissance des marchés domestiques et des filières.

La gouvernance publique et les choix politiques gagneraient à être examinés et discutés : la priorité absolue à des prix intérieurs accessibles aux consommateurs implique de lourdes ponctions sur les budgets publics (cf. la problématique des caisses de compensation). Enfin, la faible prise en compte des critères de durabilité et de l'approche « filières territorialisées » et l'absence de synergie inter-filières végétales/animales ne favorisent pas la mise en place d'un secteur agricole moderne et soutenable, en particulier dans la filière céréalière.

La filière élevage, entre avancées récentes et défis communs à relever

Les politiques laitières ont connu des évolutions divergentes dans les PSEM (l'Algérie et l'Égypte ont adopté des stratégies « pro-consommateur », tandis que la Turquie, la Tunisie et le Maroc ont choisi des stratégies « pro-producteur »). Les performances des filières par pays sont par conséquent contrastées constate Fabien Champion, chef de projet à l'Institut de l'élevage. Des avancées récentes sont toutefois à noter avec une généralisation des politiques « pro-producteur », une meilleure structuration en aval de la filière et une progression de la collecte. Les défis à relever demeurent importants, notamment pour intégrer les petits producteurs dans la filière, leur donner un accès aux capitaux et à la formation et remédier au manque de ressources fourragères.

La filière viande bovine dans les PSEM se caractérise par un déficit structurel et des marchés fluctuants en raison d'une désorganisation en aval (performance des outils, chaîne du froid et spéculation, etc.), une sensibilité sanitaire qui rend les échanges erratiques et perturbe le marché et un manque de formation, de capitaux et de ressources fourragères pour les élevages engraisseurs.

Dès lors, les axes de co-développement pour améliorer ces filières dans les PSEM sont :

- la formation et l'encadrement technique en élevage avec des modules adaptés aux problématiques des PSEM ;
- le développement des cultures fourragères ;
- l'investissement en élevage avec des actions ciblées sur les petits producteurs pour la mise en valeur des terres ;
- l'organisation de filières territorialisées et le renforcement des organisations professionnelles et des interprofessions.

Concluant cette conférence qui invite à « produire ensemble en Méditerranée », Miguel Angel Moratinos, ancien ministre des Affaires étrangères espagnol et expert en matière de sécurité alimentaire, a insisté sur l'importance d'identifier les axes de complémentarité qui pourraient faire l'objet d'une politique agricole commune en Méditerranée à l'horizon 2020. Le contexte actuel, favorable, selon lui, se prête à cette initiative ambitieuse : le co-développement en matière agricole et la sécurité alimentaire régionale font de plus en plus consensus dans les pays des deux rives de la Méditerranée. Les pays européens sont par conséquent invités à repenser leur politique agricole commune et à s'ouvrir à l'idée de construire ensemble des partenariats durables avec les PSEM.

Autour de :

- Khadija Bendriss, Head of the accreditation department at the Moroccan Ministry of Agriculture and Maritime Fisheries (Morocco)
- Remo Ciucciomei, Managing Director of the Mediterranean Institute of Certification (Euromed)
- Eugenio Fernandez Garcia, Administrator International Relations - Maghreb Neighbourhood Policy (Directorate-General for Agriculture and Rural Development, European Commission)
- Jezia Lahmar Rachid, company manager of Imenrobb S.A (Tunisia)
- Yavuz Tekelioglu, Director of the Economic Research Centre of the Mediterranean countries , Akdeniz University (Turkey)
- Christian Teulade, President of the AOP's Union of Nîmes' Olive and Olive oil (France)
- Thomas Rudelt, Food Procurement & Merchandising Director, Metro Group (Turkey)
- Aysin Isikgece, Head of Ultra Fresh Food Purchasing Department, Metro Group (Turkey)

Animation : Frédéric Dubessy, Journalist, Econostrum

La mise en place d'un label méditerranéen pour identifier des produits issus de la région méditerranéenne apparaît comme une initiative porteuse de perspectives socio-économiques, de réactivation d'un patrimoine commun pour les sociétés méditerranéennes et créateur de valeurs multiples (économique, sociale et environnementale).

L'objectif de l'atelier sur les indications géographiques et l'idée d'évoluer vers un « label méditerranéen des produits de terroir », animé par Frédéric Dubessy, rédacteur en chef d'Econostrum.info, fut de présenter les intérêts d'une telle démarche pour les opérateurs du Nord et du Sud ; d'identifier les conditions, les freins et les leviers que pourraient apporter un label méditerranéen et d'échanger sur les possibilités et les expériences de labellisation dans les pays du bassin méditerranéen.

Après une introduction par le Professeur Yavuz Tekelioglu, directeur du réseau Yücita de recherche sur les produits de terroir et les Indications Géographiques de Turquie et une présentation par M. Rudelt et Mme Isikgece du projet du groupe Metro sur l'ail de *Taşköprü*, les échanges entre les intervenants et l'interaction avec la salle ont permis de dégager les points clés suivants :

Les avantages d'un outil de labellisation par l'origine géographique pour les produits du terroir méditerranéen

En 2010, l'Unesco a inscrit la « diète méditerranéenne » au patrimoine culturel immatériel mondial. Pourtant, le constat est établi que le modèle de consommation alimentaire méditerranéen disparaît progressivement sous la pression du modèle agro-alimentaire dominant. Une reconnaissance par un signe de qualité au niveau méditerranéen aurait pour objectif de permettre aux micro-appellations d'Indication Géographique de s'unir afin de consolider l'identité méditerranéenne des produits alimentaires et de rendre l'offre commerciale plus lisible sur un marché fortement concurrentiel où des régions géographiquement très éloignées produisent des spécialités méditerranéennes telles que l'huile d'olive, les agrumes ou le vin.

Dans les PSEM, chaque pays entreprend des démarches particulières pour faire reconnaître ses produits du terroir. L'atelier a été l'occasion d'étudier plus précisément les expériences turque et marocaine qui ont élaboré un cadre législatif qui reconnaît et protège ces produits. En Turquie, le manque de volonté des pouvoirs publics et l'absence d'un système de contrôle efficace sont toutefois les principaux freins en vue d'établir un système satisfaisant de protection des indications géographiques.

Le regain d'intérêt pour les produits du terroir s'illustre tout particulièrement par le nombre important (plus de mille en 2011) de labels 'Indications Géographiques' (IG) dans l'Union Européenne (UE), qui a doublé depuis dix ans. Plus de 80 % des produits alimentaires labellisés en Europe proviennent des pays européens méditerranéens, preuve si besoin est du potentiel sur lequel pourrait s'appuyer un label méditerranéen. Néanmoins, les PSEM désireux de labelliser leurs produits par l'UE peuvent attendre jusqu'à quatre ans avant que le produit labellisé.



Scepticisme du Nord et dynamisme du Sud

Administrateur à la Direction Générale pour l'Agriculture et le Développement rural à la Commission européenne, Eugenio Fernandez-Garcia a précisé que l'Union européenne n'a pas pour priorité de modifier son régime juridique relatif aux IG, mais il a appelé à promouvoir des actions qui favorisent la reconnaissance de la qualité des produits alimentaires méditerranéens. Il estime que l'UE doit être « convaincue » de la nécessité d'une telle démarche avant d'évoluer sur cette question.

Christian Teulade, Président du syndicat des AOP Olive de Nîmes et Huile d'olive de Nîmes, a insisté sur le risque de voir le tableau des signes de qualité se complexifier davantage avec la création d'une labellisation propre aux produits méditerranéens.

Intervenant sur la question cruciale relative à l'institution qui serait la plus à même de créer et de promouvoir cet outil de labellisation, Remo Ciucciomei, directeur général de l'Institut méditerranéen de certification, a indiqué sa préférence pour la constitution d'un réseau méditerranéen ou d'une plateforme de labellisation, en insistant sur la nécessité de connecter les réseaux publics et privés, plutôt que sur la création d'une marque ombrelle régionale. Une autre alternative serait de confier à un organisme issu de la société civile rassemblant des exploitations agricoles et des entreprises du terroir le soin d'élaborer des produits à indication géographique.

En lieu et place des opérateurs privés, un dispositif institutionnel public pourrait être à même de porter cet outil de labellisation. Membre de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO), Christian Teulade est revenu sur l'historique et les avantages d'un tel système, centralisé et propre à la tradition française.

Circuits de distribution et commercialisation : deux facteurs à améliorer pour assurer une large diffusion des produits du terroir ?

Le témoignage de Jezia Lahmar Rachid, responsable d'une entreprise de transformation et de conditionnement de dattes traditionnelles en Tunisie, a permis de comprendre l'importance de favoriser des circuits de commercialisation de proximité et des filières courtes de valorisation de produits de terroir. Répondre au cahier des charges et obtenir une labellisation méditerranéenne permettraient de donner à ces produits un accès au marché local et à l'exportation.

Original à plusieurs égards, le projet présenté par le groupe Metro sur l'ail de Ta köprü en Turquie permet de donner aux agriculteurs d'une région turque isolée et peu développée un accès au réseau de la grande distribution. En parallèle, des actions de soutien aux agriculteurs (formation, structuration, organisation, etc.) sont menées afin d'inscrire ces initiatives dans la durée. Au sein de marchés agroalimentaires très concurrentiels, les petites entreprises de produits de terroir doivent s'appuyer sur des stratégies visant à valoriser la qualité des produits, la signalisation et la communication pour mieux se distinguer. Un label méditerranéen permettrait de protéger les produits traditionnels de la Méditerranée et de les différencier en s'appuyant à la fois sur une approche « terroir » et sur la dynamique touristique autour du patrimoine culinaire méditerranéen.

Autour de :

- Pierre Bascou, Chef d'Unité « Analyse de La Politique Agricole et perspectives » à DG de l'Agriculture et du Développement rural
- (Commission Européenne)
- Hassan Benabderrazik, Economiste, consultant et ancien secrétaire général du ministère de l'Agriculture (Maroc)
- Pascal Bergeret, Directeur du CIHEAM - IAM Montpellier (France)
- Mohamed Elloumi, Agro-économiste à l'Institut National de Recherche Agronomique de Tunis (Tunisie)
- Benoit Horemans, Coordonnateur sous-régional, Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord, FAO (Tunisie)

Animation : Lucien Bourgeois, Économiste, Membre de l'Académie d'agriculture de France

Le secteur agricole des pays méditerranéens articule des agricultures familiales en mutation avec un modèle agro-industriel, sans oublier une part non négligeable d'agricultures de subsistance. La réhabilitation de l'agriculture familiale représente donc un enjeu majeur pour la région et les politiques publiques gagneraient à mettre l'agriculture familiale au centre de leur modèle de développement agricole. Compte tenu de l'importance de son rôle, elle doit être protégée et soutenue : des signaux forts doivent être donnés pour améliorer sa compétitivité et sa production. Une meilleure coopération régionale euro-méditerranéenne en faveur de l'agriculture familiale pourrait avoir comme axe prioritaire un échange des savoir-faire et des bonnes pratiques entre le Nord et le Sud ; et ce d'autant plus en cette année 2014, proclamée « Année internationale de l'agriculture familiale » par l'Organisation des Nations Unies.

Pour répondre au double défi de sécurité alimentaire et de développement rural durable, les exploitations agricoles familiales disposent d'un potentiel de transformation en entreprises économiquement viables, socialement et écologiquement responsables. Comment libérer ce potentiel ? Quels enjeux pour les exploitants agricoles, du Nord et du Sud de la région ?

Tel est l'objet de l'atelier sur l'agriculture familiale en Méditerranée animé par Lucien Bourgeois, Economiste et membre de l'Académie d'agriculture de France.

L'agriculture familiale domine le secteur agricole dans les PSEM

L'agriculture familiale repose principalement sur une main d'œuvre familiale qui articule fortement l'unité de production (l'exploitation agricole) et l'unité domestique. Marginalisée depuis de nombreuses années, y compris dans la recherche et la production, délaissée par les gouvernements au profit d'une approche plus libérale, l'agriculture familiale domine pourtant le secteur agricole dans les PSEM. Ses apports sont nombreux et reconnus, précise Mohamed Elloumi : contribution à la sécurité alimentaire, réservoir d'emplois (près de 50 % de la population des PSEM vit encore du monde rural) et de biodiversité et amortisseur des crises que connaît le monde rural. Fortement ancrée dans les territoires, elle n'est pas délocalisable, contrairement à l'agriculture de firmes.

Pour la conforter, plusieurs défis doivent être relevés : favoriser la stabilité du monde rural, car d'elle dépend aussi la stabilité politique des PSEM ; réduire les fractures entre les zones du littoral et celles de l'intérieur et entre les mondes rural et urbain ; créer des emplois et réduire le chômage ; adapter le secteur au changement climatique ; enfin, améliorer la sécurité alimentaire dans ses multiples dimensions.

Les travaux de la FAO, qui a initié récemment cinq dialogues régionaux, notamment en Tunisie, révèlent des difficultés structurelles qui ont un impact direct sur l'agriculture familiale : le morcellement des terres et la forte diminution de la taille des exploitations, entraînant un problème de rentabilité ; la féminisation de l'agriculture familiale (et les difficultés en matière d'héritage et d'accès aux crédits que cela induit) et le vieillissement des exploitants (en Tunisie, 50% de la population a plus de 60 ans).

En l'absence de données précises au Sud de la Méditerranée, les gouvernements ont du mal à définir des politiques publiques adaptées concernant les populations vivant en milieu rural. Un agenda pour la recherche pourrait utilement être développé et les filières (et pas seulement la production) devraient également faire l'objet d'analyses précises.

Dès lors, les autorités politiques doivent opter pour des politiques agricoles en faveur d'un meilleur ancrage territorial de ce type d'agriculture, renforcer la différenciation des produits et des filières courtes ; augmenter les opportunités d'emploi en milieu rural ; reconnaître les multiples fonctions de l'agriculture familiale et mettre en place un cadre juridique qui sécurise le statut des exploitations familiales.

Un potentiel à libérer

Plusieurs préalables doivent être mis en place pour permettre à l'agriculture familiale d'exprimer son potentiel : sécuriser l'accès aux ressources naturelles ; améliorer l'infrastructure et l'accès au marché ; diversifier l'économie rurale locale ; améliorer l'accès au financement sans pour autant aggraver l'endettement des agriculteurs ; améliorer le cadre institutionnel et renforcer les organisations professionnelles ; faciliter l'accès à l'innovation et mettre l'agriculture familiale au centre du modèle de développement agricole.

Autant de pistes qui pourraient être utiles à la définition de politiques ambitieuses à mettre en œuvre dans la région, auxquelles Pascal Bergeret, Directeur du CIHEAM-IAM Montpellier, ajoute trois points prioritaires :

- mettre en place une planification inclusive, pour entendre davantage la voix des exploitants ;
- renforcer la protection sociale des agricultrices et des agriculteurs ;
- identifier des axes de complémentarité et des partenariats « gagnant-gagnant » entre l'agriculture familiale et l'agro-industrie.

Le Plan Maroc Vert : une expérience utile pour la région

En matière de politiques agricoles dans la région, la stratégie marocaine du Plan Maroc Vert lancée en 2008 mise sur les exploitations familiales pour accroître la productivité agricole et l'emploi en milieu rural. Toutefois, à ce stade d'avancement, il est encore prématuré de s'avancer à produire un bilan et d'affirmer que le dualisme agraire entre une industrie agro-alimentaire et des petites et moyennes exploitations s'est réduit.

Selon Hassan Benabderrazik une analyse critique de ce plan permet à l'heure d'aujourd'hui de dégager plusieurs pistes qui pourraient être utiles aux autres pays de la région : une action sur le foncier à renforcer, notamment dans la reconnaissance des droits de propriété et l'utilisation de ces droits comme des actifs mobilisables ; une gestion de l'accès aux ressources ; un accès aux crédits ; la mise en œuvre de mécanismes formels de nantissement et la mise en place de politiques de regroupement des agriculteurs. Enfin, une bonne gestion de la transition démographique des exploitations est également fondamentale.

La PAC et PSEM : des bonnes pratiques à partager

En matière agricole, les incompréhensions entre le Nord et le Sud de la Méditerranée persistent. L'Europe, en adoptant une nouvelle politique agricole commune (PAC) en 2013 a-t-elle tourné le dos au Sud ? C'est en tout cas la perception de nombreux producteurs agricoles dans les PSEM. Pour Pierre Bascou, chef d'unité à la Direction générale de l'agriculture et du développement rural à la Commission européenne, la nouvelle PAC est essentiellement influencée par des considérations internes à l'Europe et a pour objectif de contribuer à la sécurité alimentaire des pays voisins, non membres. Des bonnes pratiques de la PAC reprises par les PSEM dans le cadre de leurs programmes de développement agricole et rural pourraient être à même de moderniser les petites et moyennes exploitations agricoles de type familial.

Autour de :

- Khadija Bendriss, Head of the accreditation department at the Moroccan Ministry of Agriculture and Maritime Fisheries (Morocco)
- Remo Ciucciomei, Managing Director of the Mediterranean Institute of Certification (Euromed)
- Eugenio Fernandez Garcia, Administrator International Relations - Maghreb Neighbourhood Policy (Directorate-General for Agriculture and Rural Development, European Commission)
- Jezia Lahmar Rachid, company manager of Imenrobb S.A (Tunisia)
- Yavuz Tekelioglu, Director of the Economic Research Centre of the Mediterranean countries , Akdeniz University (Turkey)
- Christian Teulade, President of the AOP's Union of Nîmes' Olive and Olive oil (France)
- Thomas Rudelt, Food Procurement & Merchandising Director, Metro Group (Turkey)
- Aysin Isikgece, Head of Ultra Fresh Food Purchasing Department, Metro Group (Turkey)

Animation : Frédéric Dubessy, Journalist, Econostrum

En guise d'ouverture, Xavier Beulin a tenu à souligner combien ce premier cycle de conférences organisées par le salon international de l'agriculture (SIA) confirme la dimension internationale du salon. La France agricole est depuis longtemps tournée vers l'international et tout particulièrement vers le sud méditerranéen. D'où le choix particulièrement judicieux d'ouvrir le SIA à la réflexion par ces travaux sur la coopération agricole euro-méditerranéenne.

Quels défis attendent la région euro-méditerranéenne en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole ? Comment articuler intérêts commerciaux, co-développement et solidarité partagée ? Quelles politiques mettre en place pour améliorer la coopération agricole et alimentaire entre les pays des deux rives ? Pour répondre à ces questions ont participé au débat animé par Philippe Lefebvre, journaliste à France Inter: Stéphane Le Foll, ministre français de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Abdelouahab Nouri, ministre algérien de l'Agriculture et du Développement rural, José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, Cosimo Lacirignola, Secrétaire général du CIHEAM, Xavier Beulin, Président de la FNSEA et Paolo De Castro, Président de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen.

La région méditerranéenne, espace pertinent pour aborder la question de la sécurité alimentaire

La présence de l'Algérie au salon international de l'agriculture s'inscrit dans le prolongement de la coopération bilatérale entre l'Algérie et la France initiée en 2012 et notamment de la convention de partenariat et de coopération dans les domaines de l'agriculture, du développement rural et de l'agroalimentaire signée à l'occasion de la visite d'Etat du Président François Hollande en Algérie en décembre 2012. Abdelouahab Nouri a rappelé que le secteur de l'agriculture est en plein développement en Algérie et que le pays dispose d'énormes potentiels.

Le partenariat agricole Euromed n'exploite pas les complémentarités évidentes qui existent entre des pays à niveaux de développement inégales. Pour Xavier Beulin, l'Europe doit s'allier aux PSEM pour peser dans la mondialisation. Les pays méditerranéens sont complémentaires et au-delà des collaborations bilatérales entre Etats, les entreprises du Nord et du Sud ont le souci de coopérer, notamment dans une logique de coproduction.

La FAO encourage cette alliance nécessaire. Selon, José Graziano da Silva, il est impossible de traiter la question de la sécurité alimentaire à une échelle nationale. L'insécurité alimentaire d'un pays touche directement ses voisins, de même que l'instabilité politique d'un pays menace la sécurité de toute une région. Les crises que nos sociétés traversent, les problèmes d'eau, d'agriculture et les changements climatiques sont une occasion de transformer une communauté de problématiques en une communauté de destin.

Cosimo Lacirignola va plus loin et affirme que la diplomatie agricole peut permettre de parler un langage commun. La culture alimentaire unit la Méditerranée. La Méditerranée, loin d'être une fracture, constitue une interface entre les pays européens et l'Afrique. Une bataille doit être menée, contre le gaspillage, y compris contre le gaspillage de la connaissance. Paolo De Castro invite quant à lui à changer de paradigme car « nous sommes rentrés dans une ère nouvelle, celle de la post-rareté ». Dès lors, le problème n'est plus celui de la distribution, mais bien celui de la gestion des ressources naturelles. Comment gérer le problème de la



rareté croissante des terres et de l'eau ? La Méditerranée est au cœur de cette problématique. L'insécurité alimentaire que connaît la région va engendrer d'autres difficultés majeures, en particulier l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Selon Paolo De Castro, la politique agricole commune de l'Union européenne a oublié de poser la question de la sécurité alimentaire.

« Partenaires plutôt que fournisseurs » : accompagner une démarche de co-production Nord-Sud »

Xavier Beulin précise que les entreprises exportent avant tout des filières, et pas seulement des produits. La démarche de co-investissement, de co-localisation est une réalité qui prend forme. Par ailleurs, la Méditerranée est un hub pour l'Afrique et les entreprises l'ont compris : les Etats doivent davantage accompagner ce mouvement gagnant / gagnant pour le Nord comme pour le Sud de la Méditerranée.

En Algérie, le gouvernement a mis en place un plan de développement agricole et rural. Si 72 % des besoins sont actuellement satisfaits, sur les quelques 30 % qui manquent, la France reste le premier fournisseur de l'Algérie. Le ministre Abdelouahab Nouri rappelle que des préalables doivent être définis pour accompagner le développement de l'agriculture en Algérie (raccordement des populations à l'énergie ; désenclavement des territoires ruraux ; infrastructures scolaires et sanitaires ; raccordement des exploitations à l'eau et à l'énergie) qui a connu d'importants progrès en la matière, mais dont les efforts doivent être prolongés, en particulier sur la production de céréales.

Au-delà des partenariats agricoles entre les entreprises, la question de la diversification des régimes alimentaires et de la défense de la diète méditerranéenne est également très importante souligne Paolo De Castro. Le soutien à l'agriculture familiale, en récupérant notamment des espaces pour les petits producteurs est essentiel pour l'avenir de la région. Les échanges lors de la conférence ont permis de mettre en lumière le lancement de l'initiative MedAMIN, ce réseau d'informations pour le bassin méditerranéen sur les marchés agricoles et tout particulièrement céréaliers, porté par le CIHEAM et inauguré en février 2014 à Alger. Les intervenants à la conférence se sont accordés pour dire que tous les pays de la région devraient s'impliquer pleinement dans cette démarche.

L'agriculture en Méditerranée, un enjeu stratégique pour la France et pour l'Europe

Une mondialisation qui prenne un aspect plus humain, plus solidaire, en particulier sur le plan agricole, par la défense de l'agriculture familiale, tel est le souhait exprimé par le ministre algérien de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelouahab Nouri. Stéphane Le Foll, précise combien la Méditerranée et l'agriculture sont deux enjeux stratégiques pour la France et pour l'Europe. A ce titre, il invite les acteurs du secteur agricole à dépasser les simples logiques commerciales et encourage les projets de co-développement et de co-production. La France a un rôle d'impulsion politique à jouer, elle doit contribuer à faire émerger un nouveau modèle de développement partagé. Selon le ministre français de l'Agriculture, l'initiative MedAMIN marque le début d'une diplomatie agricole et alimentaire en Méditerranée.

D'autres programmes doivent suivre complète Paolo De Castro, en soulignant combien il est nécessaire que ces actions intègrent les critères du développement durable et que l'Europe encourage de nouvelles recherches afin de s'inscrire pleinement au cœur de la révolution verte. Le ministre albanais de l'Agriculture, Edmond Panariti, indique que le réajustement de la production agricole pour s'adapter au changement climatique doit également devenir une priorité.

Un Plan Marshall pour les pays de l'Union du Maghreb Arabe ?

La dynamique d'intégration régionale euro-méditerranéenne passe par une coopération Sud-Sud renforcée. Jean-Louis Guigou, Délégué général d'IPEMED, s'interroge quant à l'opportunité pour l'Europe de lancer un Plan Marshall en faveur des cinq pays du Maghreb qui s'étendent sur les vingt prochaines années, géré conjointement ? Il a rappelé que le coût du non-Maghreb est estimé entre 4 et 9 milliards d'euros par an ou 2 à 4 points de PIB.

Penser pleinement la Méditerranée

En clôture, Stéphane Le Foll, souligne l'importance de mobiliser l'Europe pour assurer le développement au Sud de la Méditerranée. Les Etats ont un rôle essentiel pour renforcer la coopération dans la région précise le ministre français de l'Agriculture, et au-delà de la Méditerranée, l'Afrique a des besoins très importants à couvrir : l'enjeu et les défis sont immenses, en termes de science et d'innovation et par conséquent en termes de recherche et de connaissance. « La Méditerranée a pu être un temps oubliée. Ce débat nous rappelle qu'il faut y penser pleinement » conclut le Ministre.



IPEMED

• INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN •